

Burundi : la campagne électorale pour le triple scrutin démarre

RFI, 27/04/2020 Ce lundi 27 avril débute au Burundi la campagne électorale pour le triple scrutin prévu le 20 mai : élections des députés et des conseillers communaux, mais également celle du président de la République. Une campagne qui s'achèvera le 17 mai.

Pour l'élection présidentielle, sept candidats tenteront de convaincre les électeurs durant ces trois semaines de campagne. Parmi eux, il y a en premier lieu le général Evariste Ndayishimiye, qui portera les couleurs du parti au pouvoir, le CNDD-FDD. Il est le dauphin de Pierre Nkurunziza, l'actuel chef de l'Etat, qui ne se représente pas. Il affrontera notamment celui qui est présenté comme le principal opposant, Agathon Rwasa, meneur du nouveau Conseil national pour la liberté, le CNL, agrégé il y a un peu plus d'un an. Il y aura également Domitien Ndayizeye, président de transition entre 2003 et 2005, aujourd'hui à la tête de la coalition Kira Burundi. Comme trois autres prétendants, sa candidature avait d'abord été rejetée par la Commission électorale (CENI), mais il a finalement eu gain de cause un recours à la Cour constitutionnelle. Une élection sans grand enjeu pour les observateurs. Quoi qu'il en soit, nombre d'observateurs estiment que le scrutin ne présente aucun enjeu. « Il est admis, y compris par l'opposition, que le vainqueur est déjà connu et que ce sera le candidat du CNDD-FDD », explique ainsi Thierry Vircoulon, coordinateur de l'Observatoire pour l'Afrique centrale et australe de l'Institut français des relations internationales (IFRI). « L'opposition qui va concourir à cette élection joue essentiellement un rôle de faire-valoir démocratique au régime. Et pour elle, l'objectif est d'arracher quelques places au Parlement, de façon à avoir encore une existence, plus théorique que réelle ». Dans tout cas, chacun des sept candidats retenus et leur équipe devront s'exprimer chaque jour entre 6h et 18 h. « Toute propagande en dehors de cette période est interdite », précise un décret de la CENI qui fixe le cadre de cette campagne. Alors que des opposants accusent justement le parti au pouvoir de mener campagne depuis un certain temps et la CENI de fermer les yeux. Une campagne sous la surveillance de la société civile. De leur côté, les acteurs de la société civile sont déjà mobilisés. Après la crise politique de 2015 et l'échec du dialogue lancé sous l'égide de la Communauté internationale, six organisations ont en effet mis sur pied un projet conjoint de suivi des violations des droits de l'homme. Dans un communiqué, elles invitent les autorités à « garantir la sécurité de toute la population en cette période électorale. Les opposants sont régulièrement menacés » ainsi qu'elles « respectent scrupuleusement les droits électoraux des candidats et des électeurs ». Une campagne qui se déroulera par ailleurs sous la menace du coronavirus. Quinze cas ont officiellement été déclarés et un décès dans le pays. Et si le ministère de la Santé a adressé des recommandations des points pour se laver les mains notamment, aucune restriction n'est mise pour l'heure concernant les meetings et réunions publiques.